

Bruxelles, le 14 janvier 2016  
(OR. en)

15305/15

**COPEN 354**  
**EUROJUST 205**  
**EJN 100**

**NOTE**

---

Origine:	M. Sebastian Jeckel, Représentation permanente de la République fédérale d'Allemagne auprès de l'Union européenne
en date du:	30 novembre 2015
Destinataire:	Mme Christine Roger, Directeur général, Conseil de l'Union européenne
Objet:	Mise en œuvre de la décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne - Notification et mise en œuvre

---

Madame,

Vous trouverez ci-joint le texte<sup>1</sup> des dispositions transposant dans le droit national les obligations découlant de la décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne, ainsi que des explications relatives à ces dispositions nationales d'exécution. La loi d'exécution a modifié certaines dispositions de la loi sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale (*Gesetz über die internationale Rechtshilfe in Strafsachen*). Les modifications sont entrées en vigueur le 25 juillet 2015.

---

<sup>1</sup> Note du Secrétariat: ce texte n'est pas joint au présent document.

Vous trouverez ci-après le texte des déclarations de la République fédérale d'Allemagne concernant cette décision-cadre.

En ce qui concerne l'article 2, paragraphe 1:

Les autorités compétentes sont les ministères publics des juridictions régionales pour ce qui concerne à la fois l'exécution de jugements étrangers en République fédérale d'Allemagne et celle de jugements allemands dans d'autres États membres. Les juridictions locales sont compétentes pour l'exécution de jugements allemands dans d'autres États membres si le juge pour enfants est l'agent chargé de l'exécution conformément aux articles 82 et 110 de la loi sur les tribunaux pour enfants.

En ce qui concerne l'article 4, paragraphe 7:

Dans les cas visés à l'article 4, paragraphe 1, point c), de la décision-cadre, le consentement de l'autorité compétente en République fédérale d'Allemagne n'est pas requis en ce qui concerne les États membres qui ont présenté une notification correspondante si la personne condamnée a sa résidence légale habituelle en Allemagne et qu'aucune procédure n'a été engagée pour mettre un terme à cette résidence.

En ce qui concerne l'article 7, paragraphe 4:

L'article 7, paragraphe 1, de la décision-cadre ne s'applique pas à l'exécution de jugements étrangers en République fédérale d'Allemagne.

En ce qui concerne l'article 23, paragraphe 3:

Les autorités compétentes de la République fédérale d'Allemagne peuvent demander que le jugement ou ses parties essentielles soient accompagnés d'une traduction en allemand. Il a déjà été procédé à la notification électronique des actes d'exécution dans la base de données MNE (mesures nationales d'exécution).

(formule de politesse)

(signature)

---